



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 78.288/2
du 30 octobre 2025

advies 78.288/2
van 30 oktober 2025

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
30 juillet 2018 relatif aux
modalités de fonctionnement
du registre UBO'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
30 juli 2018 betreffende de
werkingsmodaliteiten van
het UBO-register'

Le 1^{er} octobre 2025, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et des Pensions, chargé de la Loterie nationale et des Institutions culturelles fédérales à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 30 juillet 2018 relatif aux modalités de fonctionnement du registre UBO'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 28 octobre 2025. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Christine HOREVOETS et Pierre-Olivier DE BROUX, conseillers d'État, Philippe DE BRUYCKER, assesseur, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section, et Timo TALLGREN, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Pierre-Olivier DE BROUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 30 octobre 2025.

*

Op 1 oktober 2025 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Financiën en Pensioenen, belast met de Nationale Loterij en de Federale Culturele Instellingen verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 juli 2018 betreffende de werkingsmodaliteiten van het UBO-register'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 28 oktober 2025. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Christine HOREVOETS en Pierre-Olivier DE BROUX, staatsraden, Philippe DE BRUYCKER, assessor, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd, en Timo TALLGREN, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre-Olivier DE BROUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 30 oktober 2025.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Même si, depuis la modification des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État' par la loi du 2 avril 2003, le non-accomplissement des formalités ne peut plus conduire à l'irrecevabilité des demandes d'avis, il n'en reste pas moins qu'en principe la section de législation ne peut être consultée qu'à l'issue des différentes étapes de la préparation administrative du projet et après que l'organe compétent pour l'établir a eu la possibilité de l'adapter éventuellement à la lumière des éléments recueillis lors de l'accomplissement des formalités. Il serait ainsi évité que le Conseil d'État donne son avis sur un projet de texte non définitif et il serait garanti que l'avis soit rendu sur la base d'une information complète concernant tous les éléments pertinents en cause ¹.

Cette observation s'applique *a fortiori* pour l'avis de l'Autorité de protection des données lorsqu'il s'agit de projets qui, comme celui à l'examen, concernent par excellence le traitement de données à caractère personnel, l'obligation consultative ayant précisément pour objectif de vérifier si le régime en projet est bien conforme aux exigences juridiques imposées en matière de traitement de données à caractère personnel ².

Ainsi que l'a confirmé la déléguée, l'avis de l'Autorité de protection des données a été demandé postérieurement à la saisine du Conseil d'État ³.

Or, le projet a pour objet d'organiser la collecte et le traitement de données à caractère personnel dans le cadre du registre UBO. La prise en compte du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' est donc au cœur de l'examen du projet.

¹ Avis 41.417/AG à 41.420/AG donné le 6 octobre 2006 sur des avant-projets devenus respectivement la loi du 10 mai 2007 'modifiant la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie', la loi du 10 mai 2007 'tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes', la loi du 10 mai 2007 'tendant à lutter contre certaines formes de discrimination' et la loi du 10 mai 2007 'adaptant le Code judiciaire à la législation tendant à lutter contre les discriminations et réprimant certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie', *Doc. parl.*, Chambre, 2006-2007, n° 51-2720/001, p. 126.

² Avis 72.346/2 donné le 9 novembre 2022 sur un projet devenu l'arrêté royal du 8 février 2023 'modifiant l'arrêté royal du 30 juillet 2018 relatif aux modalités de fonctionnement du registre UBO', p. 4.

³ L'avis de l'Autorité de protection des données a été sollicité le 2 octobre 2025 et l'avis de la section de législation du Conseil d'État a été sollicité le 1^{er} octobre 2025.

La méthode consistant à saisir la section de législation du Conseil d'État postérieurement à l'Autorité de protection des données est donc, surtout en l'espèce, particulièrement critiquable ⁴.

Le fait que l'Autorité de protection des données ait eu, en l'occurrence, le temps de rendre son avis dans l'intervalle n'en rend pas la méthode utilisée moins critiquable.

Si l'accomplissement de cette formalité devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État sur des points autres que de pure forme et ne résultant pas des suites réservées au présent avis, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à nouveau à l'avis de la section de législation conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

EXAMEN DU PROJET

OBSERVATION GÉNÉRALE

Le rapport au Roi indique que le projet vise à transposer partiellement la directive (UE) 2024/1640 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2024 'relative aux mécanismes à mettre en place par les États membres pour prévenir l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant la directive (UE) 2019/1937, et modifiant et abrogeant la directive (UE) 2015/849', en particulier l'article 74, 2), de cette dernière.

Cet article 74, 2), remplace l'article 31, paragraphe 4 de la directive (UE) 2015/849 en y omettant le *littera* d) qui donnait accès aux informations du registre des bénéficiaires effectifs à « toute personne physique ou morale qui introduit une demande écrite portant sur une fiducie/un trust ou une construction juridique similaire qui détient ou possède une participation de contrôle dans une société ou autre entité juridique autres que celles visées à l'article 30, paragraphe 1, par propriété directe ou indirecte, notamment au moyen d'actions au porteur ou par le biais d'un contrôle par d'autres moyens » ⁵.

⁴ Voir, en ce sens, notamment l'avis 72.346/2.

⁵ Inséré par l'article 1^{er}, 16), d), de la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 'modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE'.

Ce *littera* d) a été transposé en droit belge par deux actes distincts : l'article 5 de la loi du 8 février 2023 'portant modification de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces'⁶ (en modifiant l'article 75 de la loi du 18 septembre 2017 'relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces') et l'article 7 de l'arrêté royal du 23 septembre 2020 'modifiant l'arrêté royal du 30 juillet 2018 relatif aux modalités de fonctionnement du registre UBO' (en modifiant l'article 7 de l'arrêté royal du 30 juillet 2018 'relatif aux modalités de fonctionnement du registre UBO').

À ce jour, l'article 74, 2), de la directive (UE) 2024/1640 n'a pas encore été transposé en ce qui concerne l'article 75 de la loi du 18 septembre 2017.

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur la nécessité d'également modifier, par un texte législatif, l'article 75, § 2, de la loi du 18 septembre 2017.

Interrogée à cet égard, la déléguée a répondu :

« En effet, la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces est également en cours de modification. Nous renvoyons en particulier aux modifications prévues aux articles 159 et 160 du projet de loi mettant en œuvre le règlement (UE) 2023/1114 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 sur les marchés de crypto-actifs et le règlement (UE) 2023/1113 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 sur les informations accompagnant les transferts de fonds et de certains crypto-actifs, et modifiant la directive (UE) 2015/849 et portant des dispositions financières diverses. [...] [Il s'agit des] articles 159 et 160 du projet de loi. Ce projet de loi a déjà été soumis au Conseil d'État pour avis »⁷.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 2, les mots « inséré par la loi du 8 février 2023 » seront remplacés par les mots « remplacé par la loi du 8 février 2023 ».

⁶ À noter que cette loi omet d'indiquer qu'elle opère la transposition (partielle) de la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 'modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE'.

⁷ Il s'agit d'un projet de loi « mettant en œuvre le règlement (UE) 2023/1114 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 sur les marchés de crypto-actifs et du règlement (UE) 2023/1113 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 sur les informations accompagnant les transferts de fonds et de certains crypto-actifs, et modifiant la directive (UE) 2015/849 et portant des dispositions financières diverses ». La section de législation a donné sur ce projet, alors à l'état d'avant-projet, l'avis 77.908/2 le 14 août 2025, *Doc. parl.*, Chambre, 2024-2025, n° 56-1067/001, pp. 182-208.

2. Le visa relatif à l'analyse d'impact de la réglementation réalisée le 8 septembre 2025 sera déplacé après le visa relatif à l'accord du Ministre du Budget afin que les formalités préalables soient mentionnées dans l'ordre chronologique de leur accomplissement en commençant par la plus ancienne.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

La majuscule au mot « Directive » sera remplacée par une minuscule.

Article 2

Interrogée quant à la suppression de la dernière phrase de l'article 7, 4°, de l'arrêté royal du 30 juillet 2018, insérée par l'arrêté royal 8 février 2023, et si cette suppression implique que les personnes physiques ne disposant pas des moyens informatiques nécessaires ne pourront plus introduire leur demande par écrit via un envoi recommandé et s'il ne convenait pas de faire figurer cette dernière phrase après l'article 7, 3°, en ce qui concerne les personnes ayant accès sur base d'un intérêt légitime, la déléguée a répondu :

« Les personnes et organisations qui ont obtenu l'accès en vertu de l'article 7, 4°, de l'arrêté royal du 30 juillet 2018 seront désormais soumises à l'application de l'article 7, 3°, (accès uniquement sur la base d'un intérêt légitime). Cet accès en vertu de l'article 7, 3°, est alors régi par l'article 10 de l'arrêté royal : les conditions et règles d'accès basé sur un intérêt légitime. L'article 10, § 1, alinéa 2, prévoit la possibilité d'introduire une demande par courrier recommandé : 'La personne physique qui ne dispose pas des moyens informatiques nécessaires, peut introduire sa demande par écrit via un envoi recommandé' ».

Article 4

Dans le texte français, les mots « arrêté royale » seront remplacés par les mots « arrêté royal ».

ENTRÉE EN VIGUEUR

Le projet ne prévoit pas de date d'entrée en vigueur. Interrogée à ce sujet, la déléguée a répondu :

« Nous confirmons que l'intention est bien que l'arrêté entre en vigueur le dixième jour suivant sa publication au *Moniteur belge*. [...]. L'arrêté royal en projet qui vous est soumis sera publié au *Moniteur belge* le même jour que le projet de loi précité [mettant en œuvre le règlement (UE) 2023/1114 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 sur les marchés de crypto-actifs et le règlement (UE) 2023/1113 du Parlement européen et

du Conseil du 31 mai 2023 sur les informations accompagnant les transferts de fonds et de certains crypto-actifs, et modifiant la directive (UE) 2015/849 et portant des dispositions financières diverses], qui sera prochainement examiné par la commission Finances et Budget de la Chambre des représentants. Les deux textes entreront donc en vigueur dix jours après cette publication, c'est-à-dire le même jour ».

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Al kan, sinds de wijziging van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’ bij de wet van 2 april 2003, de niet-vervulling van vormvereisten er niet meer toe leiden dat adviesaanvragen onontvankelijk zijn, het beginsel blijft dat de afdeling Wetgeving pas om advies kan worden gevraagd nadat het betrokken ontwerp alle achtereenvolgende stadia van de administratieve voorbereiding heeft doorlopen en nadat het orgaan dat bevoegd is om het ontwerp vast te stellen de mogelijkheid heeft gehad het ontwerp eventueel aan te passen in het licht van de elementen die naar voren zijn gekomen bij de vervulling van de vormvereisten. Aldus wordt vermeden dat de Raad van State advies zou uitbrengen over een niet-definitieve ontwerptekst en wordt gewaarborgd dat het advies wordt uitgebracht met volledige kennis van alle ter zake relevante elementen.¹

Die opmerking geldt *a fortiori* voor het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit, wanneer het ontwerpen betreft die, zoals het voorliggende ontwerp, bij uitstek betrekking hebben op de verwerking van persoonsgegevens en de adviesverplichting er precies toe strekt na te gaan of de ontworpen regeling wel in overeenstemming is met de juridische vereisten die worden opgelegd in verband met de verwerking van persoonsgegevens.²

Zoals de gemachtigde bevestigd heeft, is het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit aangevraagd nadat de Raad van State om advies is verzocht.³

¹ Adviezen 41.417/AV tot 41.420/AV van 6 oktober 2006, over voorontwerpen die geleid hebben tot respectievelijk de wet van 10 mei 2007 ‘tot wijziging van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden’, de wet van 10 mei 2007 ‘ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen’, de wet van 10 mei 2007 ‘ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie’ en de wet van 10 mei 2007 ‘tot aanpassing van het Gerechtelijk Wetboek aan de wetgeving ter bestrijding van discriminatie en tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden’, *Parl.St.* Kamer 2006-07, nr. 51-2720/1, 126.

² Advies 72.346/2 van 9 november 2022 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 8 februari 2023 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 juli 2018 betreffende de werkingsmodaliteiten van het UBO-register’, p. 4.

³ Het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit werd op 2 oktober 2025 gevraagd en het advies van de afdeling Wetgeving van Raad van State werd op 1 oktober 2025 gevraagd.

De bedoeling van het ontwerp is echter te regelen hoe persoonsgegevens in het kader van het UBO-register worden verzameld en verwerkt. Centraal in het onderzoek van het ontwerp staat dan ook verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’.

De werkwijze waarbij men het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State vraagt nadat dat van de Gegevensbeschermingsautoriteit gevraagd werd, is dus, vooral *in casu*, bijzonder laakbaar.⁴

Het feit dat de Gegevensbeschermingsautoriteit *in casu* de tijd heeft gehad om in de tussentijd haar advies te geven, maakt de gebruikte methode niet minder laakbaar.

Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van dat vormvereiste nog wijzigingen zou ondergaan die niet louter formeel zijn en evenmin het resultaat zijn van het gevolg dat aan dit advies gegeven wordt, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

ALGEMENE OPMERKING

In het verslag aan de Koning wordt vermeld dat het ontwerp strekt tot gedeeltelijke omzetting van richtlijn (EU) 2024/1640 van het Europees Parlement en de Raad van 31 mei 2024 ‘betreffende de mechanismen die de lidstaten moeten invoeren om het gebruik van het financiële stelsel voor witwassen of terrorismefinanciering te voorkomen, tot wijziging van Richtlijn (EU) 2019/1937, en tot wijziging en intrekking van Richtlijn (EU) 2015/849’, in het bijzonder artikel 74, 2), van die richtlijn.

Dat artikel 74, 2), vervangt artikel 31, lid 4, van richtlijn (EU) 2015/849 door daarin *littera d)* weg te laten, waarbij toegang tot de informatie over het register van uiteindelijk begunstigten gegeven werd aan “elke natuurlijke of rechtspersoon die een schriftelijk verzoek indient met betrekking tot een trust of soortgelijke juridische constructie die een zeggenschapsdeelneming heeft in een andere dan de in artikel 30, lid 1, bedoelde vennootschap of andere juridische entiteit, hetzij door rechtstreekse of indirecte eigendom, met inbegrip van het houden van toonderaandelen, hetzij via zeggenschap met andere middelen”.⁵

⁴ Zie in die zin onder meer advies 72.346/2.

⁵ Ingevoegd bij artikel 1, 16, d), van richtlijn (EU) 2018/843 van het Europees Parlement en de Raad van 30 mei 2018 ‘tot wijziging van Richtlijn (EU) 2015/849 inzake de voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld of terrorismefinanciering, en tot wijziging van de Richtlijnen 2009/138/EG en 2013/36/EU’.

Die *littera d*) is in Belgisch recht omgezet door twee afzonderlijke teksten: artikel 5 van de wet van 8 februari 2023 ‘tot wijziging van de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten’⁶ (door artikel 75 van de wet van 18 september 2017 ‘tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten’ te wijzigen) en artikel 7 van het koninklijk besluit van 23 september 2020 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 juli 2018 betreffende de werkingsmodaliteiten van het UBO-register’ (door artikel 7 van het koninklijk besluit van 30 juli 2018 ‘betreffende de werkingsmodaliteiten van het UBO-register’ te wijzigen).

Op heden is artikel 74, 2), van richtlijn (EU) 2024/1640 nog niet omgezet met betrekking tot artikel 75 van de wet van 18 september 2017.

De aandacht van de steller van het ontwerp wordt gevestigd op de noodzaak om via een wettekst ook artikel 75, § 2, van de wet van 18 september 2017 te wijzigen.

Op een vraag daarover heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“En effet, la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l’utilisation des espèces est également en cours de modification. Nous renvoyons en particulier aux modifications prévues aux articles 159 et 160 du projet de loi mettant en œuvre le règlement (UE) 2023/1114 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 sur les marchés de crypto-actifs et le règlement (UE) 2023/1113 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 sur les informations accompagnant les transferts de fonds et de certains crypto-actifs, et modifiant la directive (UE) 2015/849 et portant des dispositions financières diverses. [...] [Il s’agit des] articles 159 et 160 du projet de loi. Ce projet de loi a déjà été soumis au Conseil d’État pour avis.”⁷

⁶ Op te merken valt dat die wet nalaat te vermelden dat ze richtlijn (EU) 2018/843 van het Europees Parlement en de Raad van 30 mei 2018 ‘tot wijziging van Richtlijn (EU) 2015/849 inzake de voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld of terrorismefinanciering, en tot wijziging van de Richtlijnen 2009/138/EG en 2013/36/EU’ (gedeeltelijk) omzet.

⁷ Het betreft een ontwerp van wet “tot uitvoering van Verordening (EU) 2023/1114 van het Europees Parlement en de Raad van 31 mei 2023 betreffende cryptoactivamarkten en van Verordening (EU) 2023/1113 van het Europees Parlement en de Raad van 31 mei 2023 betreffende bij geldovermakingen en overdrachten van bepaalde cryptoactiva te voegen informatie en tot wijziging van Richtlijn (EU) 2015/849 en houdende diverse financiële bepalingen”. Op 14 augustus 2025 heeft de afdeling Wetgeving over dat ontwerp, dat zich toen in de fase van voorontwerp bevond, advies 77.908/2 gegeven, *Parl.St.* Kamer 2024-25, nr. 56-1067/1, 182-208.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. In het tweede lid moeten de woorden “ingevoegd bij de wet van 8 februari 2023” vervangen worden door de woorden “vervangen bij de wet van 8 februari 2023”.
2. De aanhefverwijzing betreffende de regelgevingsimpactanalyse uitgevoerd op 8 september 2025 moet worden verplaatst na de aanhefverwijzing betreffende de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, zodat de voorafgaande vormvereisten in chronologische volgorde van het vervullen ervan worden vermeld, te beginnen met het oudste.

DISPOSITIEF

Artikel 1

De hoofdletter in het woord “Richtlijn” moet vervangen worden door een kleine letter.

Artikel 2

Op een vraag over het weglaten van de laatste zin van artikel 7, 4°, van het koninklijk besluit van 30 juli 2018, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 8 februari 2023, en of deze weglating impliceert dat de natuurlijke personen die niet over de nodige informaticamiddelen beschikken hun aanvraag niet meer op papier via aangetekende zending zullen kunnen indienen en of en die laatste zin niet moet worden ingevoegd na artikel 7, 3°, met betrekking tot de personen die toegang hebben op basis van een legitiem belang, antwoordde de gemachtigde:

“Les personnes et organisations qui ont obtenu l'accès en vertu de l'article 7, 4°, de l'arrêté royal du 30 juillet 2018 seront désormais soumises à l'application de l'article 7, 3°, (accès uniquement sur la base d'un intérêt légitime). Cet accès en vertu de l'article 7, 3°, est alors régi par l'article 10 de l'arrêté royal : les conditions et règles d'accès basé sur un intérêt légitime. L'article 10, § 1, alinéa 2, prévoit la possibilité d'introduire une demande par courrier recommandé : ‘La personne physique qui ne dispose pas des moyens informatiques nécessaires, peut introduire sa demande par écrit via un envoi recommandé.’”

Artikel 4

In de Franse tekst moeten de woorden “arrêté royale” vervangen worden door de woorden “arrêté royal”.

INWERKINGTREDING

Het ontwerp voorziet niet in een datum van inwerkingtreding. Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde als volgt geantwoord:

“Nous confirmons que l'intention est bien que l'arrêté entre en vigueur le dixième jour suivant sa publication au *Moniteur belge*. (...). L'arrêté royal en projet qui vous est soumis sera publié au *Moniteur belge* le même jour que le projet de loi précité [mettant en œuvre le règlement (UE) 2023/1114 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 sur les marchés de crypto-actifs et le règlement (UE) 2023/1113 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 sur les informations accompagnant les transferts de fonds et de certains crypto-actifs, et modifiant la directive (UE) 2015/849 et portant des dispositions financières diverses], qui sera prochainement examiné par la commission Finances et Budget de la Chambre des représentants. Les deux textes entreront donc en vigueur dix jours après cette publication, c'est-à-dire le même jour.”

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRESIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Patrick RONVAUX